



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté préfectoral de levée de mise en demeure n° 2024/ICPE/243
Société ALVA à Issé**

LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 février 2003 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique 2730 (traitement des cadavres, des déchets ou des sous-produits d'origine animale à l'exclusion des activités visées par d'autres rubriques de la nomenclature) ; *

VU l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2017 encadrant l'autorisation d'exploiter des ateliers de traitement de sous-produits animaux délivrée aux sociétés SARVAL OUEST et ALVA sur le territoire de la commune d'Issé, relevant de la rubrique 2730 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2020 prescrivant une étude de suivi de gêne olfactive des sociétés SARVAL-OUEST, ALVA et VALDIS (Groupe SARIA) à Issé ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2023/ICPE/299 du 8 septembre 2023 mettant la société ALVA en demeure de mettre en conformité les installations qu'elle exploite à Issé ;

VU le courrier du 9 juillet 2024 de l'inspection de la direction départementale de la protection des populations ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique ;

ARRETE

Article 1 : Est abrogé l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2023, par lequel la société ALVA a été mise en demeure de mettre en conformité les installations de traitement de sous-produits animaux qu'elle exploite à Issé, La Grand'Lande.

Article 2 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.
Elle peut faire l'objet :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris)) dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai contentieux.

- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6, Allée de l'Île Gloriette 44041 Nantes Cedex), soit dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un

recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Nazaire, le

12 JUL. 2024

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Saint-Nazaire,
Suppléant du Sous-Préfet de Châteaubriant-Ancenis,



Eric de WISPELAERE